

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/12308]

7 APRIL 2019. — Wet houdende instemming met de Algemene Samenwerkingsovereenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Senegal, gedaan te Dakar op 1 maart 2018 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Algemene Samenwerkingsovereenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Senegal, gedaan te Dakar op 1 maart 2018, zal volkomen gevolgd hebben.

Art. 3. De bijzondere overeenkomsten gesloten op basis van artikel 3 van de Overeenkomst zullen de nadere uitvoeringsregels bepalen van de interventies binnen een landenportefeuille of interventies die door een andere bilaterale of multilaterale donor aan de Belgische Staat worden gedelegeerd.

Deze bijzondere overeenkomsten zullen gesloten worden door de minister die de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheden heeft of door een andere persoon die te dien einde werd gemachtigd. Zij zullen worden medegedeeld aan de Kamer van volksvertegenwoordigers meteen na hun ondertekening en zij zullen volkomen gevolgd hebben op de datum die zij zullen bepalen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Notas

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/12308]

7 AVRIL 2019. — Loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal, faite à Dakar le 1^{er} mars 2018 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal, faite à Dakar le 1^{er} mars 2018, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Les conventions spécifiques conclues sur la base de l'article 3 de la Convention définiront les modalités d'exécution des interventions dans un portefeuille pays ou des interventions déléguées à l'État belge par un autre donateur bilatéral ou multilatéral.

Ces conventions spécifiques seront conclues par le ministre ayant la Coopération au développement dans ses attributions ou par une autre personne mandatée à cet effet. Elles seront communiquées à la Chambre des représentants immédiatement après leur signature et elles sortiront leur plein et entier effet à la date qu'elles détermineront.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Coopération au développement,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):
Stukken: nr.54-3461

Integraal verslag: 22/02/2019

(2) Datum inwerkingtreding : 01/04/2022 (art. 11.2)

1) Chambre des Représentants (www.lachambre.be):
Documents: n° 54-3461.

Rapport intégral: 22/02/2019.

(2) Date d'entrée en vigueur : 01/04/2022 (art. 11.2)

**CONVENTION GÉNÉRALE DE COOPÉRATION ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA REPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

Le Royaume de Belgique, ci-après dénommé la « Partie Belge », d'une part

Et

La République du Sénégal, ci-après dénommée « la Partie sénégalaise », d'autre part ;

Ci-après dénommés « les Parties »,

Résolues à élaborer leurs relations de coopération qu'Elles souhaitent développer sur la base du respect mutuel, de la responsabilité partagée, de la souveraineté et de l'égalité des Parties en vue de la réalisation d'un développement humain durable, harmonieux et bénéfique pour toutes les composantes de leurs populations et particulièrement les plus démunies, afin de promouvoir une croissance économique inclusive et durable et d'éradiquer la pauvreté et l'exclusion ;

Réaffirmant leur attachement au principe de :

- la Charte des Nations Unies du 26 juin 1945 ;
- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 ;
- la Convention internationale relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989;
- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des Femmes du 18 décembre 1979 ;
- la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965 ;
- les Conventions de Genève de 1949 et les autres instruments du droit international humanitaire ;
- la Convention contre la corruption du 31 octobre 2003 ;

Reconnaissant la nécessité pour les Parties de conjuguer leurs efforts afin d'accélérer le progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, issus du Sommet des Nations Unies pour l'adoption de l'Agenda 2030 du Développement durable, et qui soutiendront la coopération entre les Parties ;

Souscrivant aux objectifs en matière d'efficacité de l'aide tels qu'énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement du 02 mars 2005, et dans le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, lancé à Busan le 1^{er} décembre 2011 ;

Réaffirmant leur attachement à l'Accord de Partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté Européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010 ;

Conscients de l'ampleur des défis environnementaux posés au niveau mondial par le changement climatique, réaffirmant leur attachement à la protection et la conservation de l'environnement, et accordant une attention particulière aux engagements et aux objectifs des Traités Multilatéraux sur l'Environnement et convenus lors des conférences majeures des Nations Unies et d'autres conférences internationales y relatives ;

Réaffirmant leur attachement aux Conventions de l'Organisation Internationale du Travail relatives aux normes internationales du travail, entre autres en matière de travail décent, de protection sociale et de non-discrimination ;

Souscrivant aux objectifs des initiatives fiscales d'Addis (*Addis Tax Initiative*), lancée lors de la Conférence relative au financement pour le développement organisé à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015 et qui vise à renforcer la mobilisation et l'utilisation efficace des ressources nationales et à améliorer l'équité, la transparence, l'efficacité et le bon fonctionnement des systèmes fiscaux des pays partenaires ;

Reconnaissant qu'en plus de la coopération sur le plan du développement internationale durable entre les Parties, d'autres acteurs de coopération, tels qu'organisations de la société civile, acteurs institutionnels y inclus des universités, autorités locales, des acteurs de l'aide humanitaire et banques de développement et le secteur privé, jouent également un rôle essentiel et apportent une contribution supplémentaire et complémentaire au processus de développement ;

Réaffirmant leur attachement au respect des droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'État de droit ;

Convaincus que ces principes constituent les fondements essentiels des relations de coopération entre les Parties ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la présente Convention

- 1.1 Les Parties concluent la présente Convention en vue de promouvoir et d'accélérer le développement humain durable, la croissance économique inclusive, la promotion des Droits de l'Homme et la bonne gouvernance, ainsi que la lutte contre la pauvreté et les inégalités.
- 1.2 La présente Convention a pour objet de définir le cadre politique, institutionnel et juridique de la coopération dans le cadre du développement durable entre les Parties et qui est constitué par :
 - 1.2.1 Les interventions en exécution de la politique belge en matière de coopération intergouvernementale avec la partie sénégalaise.
 - 1.2.2 D'autres interventions au Sénégal dans des domaines spécifiques, prenant place à l'initiative de la Partie belge, ou d'autres donateurs bilatéraux ou multilatéraux.

Article 2

Organes d'exécution de la présente Convention.

2.1. La Partie sénégalaise confie la réalisation de ses obligations au Ministère en charge de l'Economie et des Finances pour l'exécution de la présente Convention ;

2.2 La Partie belge désigne le Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement comme garant du respect et de l'exécution de la présente Convention ;

2.3 La Partie belge désigne son Ambassadeur accrédité au Sénégal pour l'exécution de la présente Convention.

Article 3

Procédure de mise en œuvre

3.1. La Partie sénégalaise détermine, en toute souveraineté, ses principes et stratégies de développement

3.2. Pour la coopération sur le plan du développement durable international prévu à l'article 1.2.1, les Parties signent une Convention spécifique qui détermine des objectifs, en prenant en compte, d'une part, les objectifs de développement déterminés par la Partie sénégalaise dans le cadre de ses priorités et de sa stratégie de développement et, d'autre part, les objectifs et principes de base retenus par le gouvernement fédéral belge en matière de développement international durable.

3.3. Cette Convention spécifique définit entre autres sa durée, ses objectifs, un aperçu budgétaire et les acteurs qui mettront en œuvre les interventions.

3.4. La Partie belge confie la coordination et la mise en œuvre des objectifs déterminés dans la Convention spécifique à l'Agence belge de Développement, Enabel.

3.5. Après la signature de la Convention spécifique, les relations contractuelles avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des interventions ou parties des interventions nécessaires pour l'atteinte des objectifs convenus dans le cadre de la Convention spécifique, sont déterminées à travers des accord signées entre Enabel et ces acteurs.

3.6. La Partie sénégalaise sera informée officiellement sur les objectifs de la coopération sur le plan du développement durable international visé à l'article 1.2.2. La coordination et l'exécution des objectifs de cette coopération peuvent être confiés par la Partie belge à un ou plusieurs des acteurs visés à l'article 4b.

3.7. Dans l'hypothèse où un autre donateur multilatéral ou bilatéral public confie une intervention à la Partie belge, une Convention spécifique particulière sera conclue entre les Parties. La coordination et l'exécution des objectifs visés dans cette Convention spécifique seront confiées à l'Agence belge de Développement, Enabel.

3.8. Dans l'hypothèse où un autre donateur multilatéral ou bilatéral public confie directement à l'Agence belge de Développement Enabel une intervention qui vise à renforcer la politique belge de développement, les Parties s'engagent à entreprendre toutes les démarches nécessaires pour que cette

intervention puisse s'exécuter dans un cadre juridique et réglementaire adapté aux caractéristiques particulières du développement international durable.

Article 4

Acteurs impliqués

Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des interventions ou parties des interventions sont :

a. Pour la Partie sénégalaise :

a1. Les autorités publiques nationales, ainsi que le Parlement ;

a2. Les acteurs non étatiques, secteur privé et organisations de la société civile sous toutes ses formes acceptées par la législation sénégalaise.

b. Pour la Partie belge :

b1. Les autorités publiques fédérales, ainsi que le Parlement fédéral ;

b2. Enabel, l'agence belge de développement ;

b3. Un autre bailleur multilatéral ou bilatéral public ;

b4. Les acteurs non étatiques belges et internationaux, secteur privé et organisations de la société civile sous toutes ses formes acceptées par la législation belge.

Article 5

Suivi et évaluation

5.1. Le suivi et l'évaluation ont pour but de permettre un contrôle régulier de la coopération entre les Parties afin d'améliorer son impact et son efficacité.

5.2. Pour le suivi de cette convention générale et de la convention spécifique visée à l'article 3.2, il est créé un comité mixte paritaire de concertation. Il est composé d'au moins un représentant de l'entité visée à l'article 2.1 et d'au moins un représentant de l'entité visée à l'article 2.2

5.3. Le comité mixte se réunit au niveau ministériel au moins une fois tous les trois ans et, si l'une des parties le demande, chaque année à un niveau de représentation approprié, alternativement en Belgique et au Sénégal.

5.4. Les Parties prendront toutes les mesures administratives et budgétaires nécessaires pour atteindre les objectifs qui découlent de la présente Convention.

5.5. Les Parties procéderont, ensemble ou séparément, aux contrôles et aux évaluations, tant internes qu'externes, qu'elles estimeront utiles de réaliser. Chacune des Parties informera l'Autre Partie des contrôles et des évaluations qu'elle entendrait mener séparément.

Article 6

Cohérence et complémentarité.

6.1. Les Parties reconnaissent le rôle et la contribution complémentaires des autres acteurs de la coopération, tels que les organisations de la société civile, les acteurs institutionnels y inclus les universités, autorités locales, les acteurs de l'aide humanitaire et les banques de développement, et le secteur privé au processus de développement.

6.2. Les Parties s'engagent à mobiliser et soutenir les efforts des autres acteurs de la coopération, dans les limites de l'autonomie propre à ces acteurs, à favoriser la complémentarité entre leurs initiatives et les efforts déployés par les Parties dans le cadre de la présente Convention.

6.3. Les Parties s'engagent à fournir, dans le cadre de leur réglementation respective en vigueur, leur soutien aux initiatives d'autres acteurs de coopération à travers un environnement propice à la coopération dans sa totalité.

Article 7

Privilèges et immunités

7.1. Pour l'exécution de la présente Convention, le Représentant de Enabel et ses adjoints recrutés en Belgique, pour autant qu'ils ne soient pas ressortissants de la République du Sénégal, bénéficient des privilèges et immunités applicables au personnel administratif et technique des postes diplomatiques.

7.2. Pour l'exécution de la présente Convention, tout expert non ressortissant de la République du Sénégal ou n'y ayant pas sa résidence permanente, bénéficie des mêmes privilèges et immunités que ceux accordés aux experts techniques des Nations Unies.

Il aura notamment le droit d'importer ou d'acheter, un véhicule sous le régime de l'admission temporaire, des meubles et des articles à son usage personnel ainsi qu'à l'usage des membres de sa famille vivant avec lui en franchise de tous droits, durant les six premiers mois de son installation. Son salaire et ses émoluments seront exonérés de taxe sur le territoire de la République du Sénégal. Quand requis, il sera toutefois assujéti à la sécurité sociale dans le respect de la législation belge ou sénégalaise.

Article 8

Dispositions fiscales

8.1. Les équipements ou services importés ou achetés localement dans le cadre des Conventions spécifiques entre les Parties tel que visées dans les articles 3.2 et 3.7, seront exempts de tous droits, taxes et charges imposés par la législation fiscale sénégalaise.

8.2. L'exemption fiscale visée à l'article 8.1, sera suspendue pour une période de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

8.3. Après une évaluation conjointe, des périodes quinquennales supplémentaires de suspension de l'exemption fiscale peuvent être décidées par échange de lettres entre les Parties.

Les critères et modalités d'évaluation seront déterminés de commun accord par l'organe de concertation visé à l'article 5.3 et auront trait au renforcement de capacités de l'administration fiscale et de l'efficacité de la politique fiscale de la Partie sénégalaise, ainsi qu'à la mobilisation accrue des recettes fiscales par la Partie sénégalaise.

8.4. La suspension de l'exemption fiscale ne pourra s'appliquer aux activités, achats et importations dans le cadre d'interventions humanitaires.

Article 9

Notifications

Toute notification et/ou modification relative à l'exécution de la présente Convention sera communiquée par voie diplomatique aux entités figurant ci-dessous.

- a. Pour le Royaume de Belgique : l'Ambassade de Belgique accréditée au Sénégal ;
- b. Pour le Sénégal : le Ministère en charge des Affaires étrangères.

Article 10

Règlements des différends.

10.1 Les différends nés de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention et de ses mesures d'exécution seront réglés par voie de négociation bilatérale. Ceux qui n'auront pu être résolus seront soumis aux procédures prévues par la Charte des Nations Unies.

10.2 Si l'une des Parties considère que l'Autre Partie a manqué à une des obligations essentielles qui lui incombent au titre de la présente Convention, elle notifie à l'autre Partie les éléments d'information nécessaires à un examen approfondi de la situation, ainsi que le fait qu'Elle envisage de suspendre la présente Convention en cas d'absence de solution acceptable dans les trois mois. Les Parties se consulteront et détermineront les actions appropriées à prendre dans les trois mois qui suivent la notification. En absence de solution acceptable, la Convention sera suspendue trois mois après la notification.

Article 11

Ratification et entrée en vigueur

11.1. La Présente Convention est ratifiée ou approuvée par les Parties selon leurs règles constitutionnelles et procédures respectives.

11.2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de réception de la dernière notification écrite, par voie diplomatique, de l'accomplissement des procédures internes de ratification ou d'approbation requises.

Article 12

Durée, dénonciation, révision et force majeure.

12.1. La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.

12.2. Chacune des Parties peut dénoncer la présente Convention à tout moment par notification écrite par voie diplomatique à l'Autre, cette dénonciation prenant effet six mois après la date de réception de la notification à l'autre Partie. Cette dénonciation n'entraîne pas celle des interventions régies par la présente Convention. Celles-ci devront faire l'objet d'un acte de dénonciation spécifique.

12.3. Chacune des Parties peut proposer à l'autre Partie des modifications à la présente Convention. En cas d'accord des Parties sur des modifications proposées, les dispositions de l'article 11 de la présente Convention s'appliqueront.

12.4. Chacune des Parties peut suspendre la présente Convention dans des cas de force majeure pendant la durée de cette force majeure.

La Partie qui invoque un cas de force majeure notifie à l'autre Partie les éléments d'information utiles nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de rechercher une solution acceptable par les Parties ainsi que le fait qu'elle envisage de suspendre la présente Convention en cas d'absence de solution acceptable dans les trois mois. Les Parties se consulteront et détermineront les actions appropriées à prendre.

En absence de solution acceptable, la Convention sera suspendue trois mois après la notification visée à l'article 12.4, deuxième alinéa.

Article 14

Dispositions finales

14.1 La présente convention abroge et remplace la Convention générale de Coopération internationale conclue entre la République du Sénégal et le Royaume de Belgique le 19 octobre 2001.

14.2 Toutefois, les dispositions de la Convention de 2001 restent applicables aux programmes en cours jusqu'à leur achèvement, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention générale.

Fait à Dakar, le 1^{er} mars 2018, en deux exemplaires originaux, en langue française.

ALGEMENE SAMENWERKINGS OVEREENKOMST TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE EN DE REPUBLIEK SENEGAL

Het Koninkrijk België, hierna genoemd de “Belgische Partij”, enerzijds ;

En

De Republiek Senegal, hierna genoemd “de Senegalese Partij”, anderzijds,

Hierna genoemd « de Partijen »

Vastbesloten het partnerschap en de samenwerking uit te breiden, die ze wensen te ontwikkelen op grond van wederzijds respect, gedeelde verantwoordelijkheid, de soevereiniteit en gelijkheid van beide Partijen in een streven naar duurzame en harmonieuze menselijke ontwikkeling die alle lagen van hun bevolking ten goede komt en in het bijzonder de meest hulpbehoevenden teneinde inclusieve en duurzame economische groei te bevorderen en armoede, en de uitsluiting uit te bannen ;

Herbevestigende hun gehechtheid aan de principes van:

- het Handvest van de Verenigde Naties van 26 Juni 1945 ;
- de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948 ;
- het Internationaal Verdrag inzake de Rechten van het Kind van 20 november 1989 ;
- het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen van 18 december 1979 ;
- het Internationale Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie van 21 december 1965 ;
- de Conventies van Genève van 1949 en de andere instrumenten van het internationaal humanitair recht ;

- het Verdrag tegen corruptie van 31 oktober 2003 ;

Erkennende de noodzaak voor de Partijen om hun inspanningen te bundelen teneinde de voortgang naar de verwezenlijking van de doelstellingen van duurzame ontwikkeling te versnellen die voortkomen uit de Top van de Verenigde Naties voor de aanneming van de Agenda 2030 van duurzame Ontwikkeling en die de samenwerking tussen de Partijen zullen ondersteunen ;

Onderschrijvende de doelstellingen inzake de doeltreffendheid van de hulp zoals bepaald in de Verklaring van Parijs over de doeltreffendheid van de ontwikkelingshulp van 2 maart 2005, en in het Mondiaal Partnerschap voor een doeltreffende samenwerking ten dienste van ontwikkeling, gelanceerd te Busan op 1 december 2011 ;

Herbevestigende hun gehechtheid aan het Partnerschapsakkoord tussen de leden van de groep van Staten in Afrika, het Caribische gebied en de Stille Oceaan enerzijds, en de Europese Gemeenschap en haar lidstaten anderzijds, ondertekend te Cotonou op 23 juni 2000 en herzien te Luxemburg op 25 juni 2005 en te Ouagadougou op 22 juni 2010 ;

Bewust zijnde van de omvang van de wereldwijde milieu-uitdagingen ten gevolge van de klimaatverandering, hun gehechtheid herbevestigende aan de bescherming en het behoud van het milieu, en een bijzondere aandacht gevende aan de engagementen en doelstellingen van de multilaterale milieuverdragen aangenomen op de grote conferenties van de Verenigde Naties en andere internationale gerelateerde conferenties ;

Herbevestigende hun gehechtheid aan de Verdragen van de Internationale Arbeidsorganisatie inzake internationale arbeidsnormen, waaronder waardig werk, sociale bescherming en niet-discriminatie ;

Onderschrijvende de doelstellingen van de fiscale initiatieven van Addis (*Addis Tax Initiative*) gelanceerd tijdens de Conferentie betreffende de financiering voor ontwikkeling georganiseerd te Addis Abeba van 13 tot 16 juli 2015 en die tot doel heeft om binnenlandse middelen te mobiliseren en op een efficiënte manier aan te wenden, alsook om de billijkheid, de transparantie, de doeltreffendheid en de goede werking van de belastingstelsels van de partnerlanden te verbeteren ;

Erkennende dat naast de samenwerking in termen van duurzame internationale ontwikkeling tussen de Partijen, andere ontwikkelingsactoren, zoals organisaties van de civiele maatschappij, institutionele actoren waaronder universiteiten, lokale overheden, actoren van de humanitaire hulp en ontwikkelingsbanken, en de private sector ook een essentiële rol spelen en een supplementaire en complementaire bijdrage leveren aan het ontwikkelingsproces ;

Herbevestigende hun gehechtheid aan respect voor mensenrechten, democratische beginselen en Rechtstaat ;

Overtuigd zijnde dat deze principes de essentiële fundamente vormen voor de samenwerkingsrelaties tussen de Partijen ;

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

Doel van deze Overeenkomst

- 1.1 De Partijen sluiten deze Overeenkomst af teneinde de duurzame menselijke ontwikkeling, de inclusieve economische groei en de bevordering van de rechten van de mens en het goed bestuur evenals de strijd tegen armoede en ongelijkheden te bevorderen en te versnellen.
- 1.2 Deze Overeenkomst heeft tot doel het politiek, institutioneel en juridisch kader te bepalen voor de samenwerking in de context van duurzame ontwikkeling tussen de Partijen en die wordt gevormd door :
 - 1.2.1 De interventies in uitvoering van de Belgische politiek inzake intergouvernementele samenwerking met de Senegalese partij

1.2.2 Andere interventies in Senegal in specifieke domeinen die plaatvinden op initiatief van de Belgische partij, of van andere bilaterale of multilaterale donoren.

Artikel 2

Uitvoeringsorganen van deze Overeenkomst.

2.1. De Senegalese Partij vertrouwt opvolging van haar verplichtingen voor de uitvoering van deze Overeenkomst toe aan het Ministerie belast met Economie en Financiën;

2.2. De Belgische Partij wijst de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking aan als garant voor de naleving en uitvoering van deze Overeenkomst;

2.3. De Belgische Partij wijst zijn Ambassadeur geaccrediteerd bij Senegal aan voor de uitvoering van deze Overeenkomst.

Artikel 3

Uitvoeringsprocedure

3.1. De Senegalese Partij bepaalt, in volledige soevereiniteit, haar ontwikkelingsprincipes en -strategieën.

3.2. Voor de samenwerking inzake internationale duurzame ontwikkeling zoals bedoeld in artikel 1.2.1, ondertekenen de Partijen een Bijzondere Overeenkomst doelstellingen vaststelt, rekening houdend enerzijds met de ontwikkelingsdoelstellingen bepaald door de Senegalese Partij in het kader van haar prioriteiten en haar ontwikkelingsstrategie en anderzijds, met de doelstellingen en basisprincipes van de Belgische federale overheid inzake internationale duurzame ontwikkeling.

3.3. Deze Bijzondere Overeenkomst definieert onder andere de duur, de doelstellingen, een budgettair overzicht en de actoren die de interventies zullen uitvoeren.

3.4. De Belgische Partij vertrouwt de coördinatie en de uitvoering van de doelstellingen bepaald in de Bijzondere Overeenkomst toe aan het Belgisch ontwikkelingsagentschap Enabel.

3.5. Na de ondertekening van de Bijzondere Overeenkomst worden de contractuele relaties met de bij de uitvoering betrokken actoren van interventies of delen van interventies, nodig voor het behalen van de doelstellingen overeengekomen in het kader van de Bijzondere Overeenkomst, gedefinieerd in akkoorden afgesloten tussen Enabel en die actoren.

3.6. De Senegalese Partij zal officieel ingelicht worden over de doelstellingen met betrekking tot de duurzame internationale ontwikkelingssamenwerking als bedoeld in artikel 1.2.2.. De coördinatie en de uitvoering van de doelstellingen van deze samenwerking kunnen door de Belgische Partij toevertrouwd worden aan één of meerdere actoren bedoeld in artikel 4b.

3.7. Indien een andere multilaterale of bilaterale donor een interventie toevertrouwt aan de Belgische Partij zal er tussen de Partijen een afzonderlijke Bijzondere Overeenkomst afgesloten worden. De coördinatie en de uitvoering van de doelstellingen van deze Bijzondere Overeenkomst zullen toevertrouwd worden aan het Belgisch ontwikkelingsagentschap Enabel.

3.8. Indien een andere multilaterale of bilaterale donor een interventie die het Belgisch ontwikkelingsbeleid versterkt, direct aan het Belgisch ontwikkelingsagentschap Enabel toevertrouwt, verbinden de Partijen zich ertoe om alle stappen te ondernemen die nodig zijn opdat deze interventie uitgevoerd kan worden in een aangepast juridisch en reglementair kader, aangepast aan de bijzondere kenmerken van duurzame internationale ontwikkeling.

Artikel 4

Betrokken actoren

De actoren die betrokken zijn bij de uitvoering van de interventies of delen van de interventies zijn :

a. Voor de Senegalese Partij :

- a1. De nationale overheden en het Parlement ;

- a2. De niet-gouvernementele actoren, de private sector en organisaties van de civiele maatschappij in al haar vormen zoals aanvaard door de Senegalese wetgeving ;

- b. Voor de Belgische Partij :
 - b1. De federale overheden en het federaal Parlement ;
 - b2. Enabel, het Belgisch ontwikkelingsagentschap;
 - b3. Een andere multilaterale of bilaterale openbare donor;
 - b4. De Belgische en internationale niet-gouvernementele actoren, de private sector en organisaties van de civiele maatschappij in al haar vormen zoals aanvaard de Belgische wetgeving.

Artikel 5

Opvolging en evaluatie

- 5.1. Opvolging en evaluatie hebben tot doel om een regelmatige controle uit te oefenen op de samenwerking tussen de Partijen teneinde de impact en de doeltreffendheid te verbeteren.

- 5.2. Voor de opvolging van deze algemene overeenkomst en van de bijzondere overeenkomst aangehaald in artikel 3.2 wordt een gemengd paritair overlegcomité gecreëerd. Dit comité bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van de entiteit aangehaald in artikel 2.1 en minstens één vertegenwoordiger van de entiteit aangehaald in artikel 2.2.

- 5.3. Het gemengd comité vergadert op ministerieel niveau minstens één maal om de drie jaar en, op vraag van één van de Partijen, jaarlijks op een gepast niveau, beurtelings in België en in Senegal.

- 5.4. De Partijen zullen alle nodige administratieve en budgettaire maatregelen nemen om de doelstellingen die voortvloeien uit deze Overeenkomst te bereiken.

5.5. De Partijen zullen, gezamenlijk of apart, de interne en externe controles en evaluaties uitvoeren die zij nuttig achten. Elke Partij zal de andere Partij op de hoogte stellen van de controles en evaluaties die zij apart wenst uit te voeren.

Artikel 6

Coherentie en complementariteit

6.1. De Partijen erkennen de complementaire rol en bijdrage van de andere actoren van ontwikkelingssamenwerking zoals de organisaties van de civiele maatschappij, de institutionele actoren waaronder de universiteiten, de lokale overheden, de actoren van de humanitaire hulp en de ontwikkelingsbanken, en de private sector aan het ontwikkelingsproces.

6.2. De Partijen engageren zich om de inspanningen van de andere ontwikkelingsactoren te mobiliseren en te ondersteunen binnen de grenzen van de eigen autonomie van deze actoren, en om de complementariteit tussen de initiatieven van deze actoren en de inspanningen van de Partijen als onderdeel van deze Overeenkomst te bevorderen.

6.3. De Partijen engageren zich om binnen het kader van hun respectievelijke van kracht zijnde reglementering, steun te verlenen aan de initiatieven van de andere ontwikkelingsactoren met een gunstige omgeving voor een samenwerking in zijn totaliteit.

Artikel 7

Voorrechten en immuniteiten.

7.1. Voor de uitvoering van deze Overeenkomst, genieten de Enabel-vertegenwoordiger en diens in België in dienst genomen medewerkers, voor zover zij geen onderdaan zijn van de Republiek Senegal, dezelfde voorrechten en immuniteiten die van toepassing zijn op het administratief en technisch personeel van de diplomatieke posten.

7.2. Voor de uitvoering van deze Overeenkomst geniet elke deskundige die geen onderdaan is van de Republiek Senegal of er geen permanente verblijfplaats heeft, van dezelfde voorrechten en immuniteiten als deze toegestaan aan de technische experts van de Verenigde Naties.

Deze deskundige zal met name het recht hebben om tijdens de eerste zes maanden van zijn installatie, een voertuig onder het regime van tijdelijke invoer, meubilair en artikelen voor persoonlijk gebruik alsmede ten behoeve van de bij hem inwonende gezinsleden vrij van rechten in te voeren of aan te kopen. Zijn wedde en bezoldigingen zullen op het grondgebied van de Republiek Senegal vrijgesteld van heffingen zijn. Indien vereist is hij evenwel onderworpen aan de sociale zekerheid met inachtneming van de Belgische of Senegalese wetgeving.

Artikel 8

Fiscale bepalingen

8.1. De ingevoerde of lokaal aangekochte uitrusting of diensten in het kader van de Bijzondere Overeenkomsten tussen de Partijen zoals aangehaald in de artikelen 3.2 en 3.7 zijn vrijgesteld van alle rechten, belastingen en heffingen opgelegd door de Senegalese fiscale wetgeving.

8.2. De fiscale vrijstelling zoals bedoeld in artikel 8.1, zal worden opgeheven voor een periode van vijf jaar vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.

8.3. Na een gezamenlijke evaluatie kan worden besloten tot bijkomende periodes van vijf jaar van opheffing van fiscale vrijstelling met een uitwisseling van brieven tussen de Partijen.

De evaluatiecriteria en -modaliteiten zullen in onderlinge overeenstemming in het overlegorgaan aangehaald in artikel 5.3 worden vastgelegd en zullen betrekking hebben op de versterking van de capaciteiten van de fiscale administratie en op de doeltreffendheid van het fiscale beleid van de Senegalese Partij alsmede op de vergrote mobilisatie door de Senegalese Partij van de belastinginkomsten.

8.4. De opheffing van de fiscale vrijstelling kan niet worden toegepast op activiteiten, aankopen en invoer in het kader van humanitaire interventies.

Artikel 9

Notificaties

Elke kennisgeving en/of wijziging betreffende de uitvoering van deze Overeenkomst zal via diplomatieke weg aan de hieronder vermelde entiteiten worden medegedeeld.

- a. Voor het Koninkrijk België : de Ambassade van België geaccrediteerd in Senegal ;

- b. Voor Senegal : het Ministerie belast met Buitenlandse Zaken.

Artikel 10:

Regeling van geschillen

10.1 De geschillen die verband houden met de interpretatie of toepassing van deze Overeenkomst en de uitvoeringsmaatregelen ervan worden geregeld via bilaterale onderhandelingen. De geschillen die niet kunnen worden opgelost, worden onderworpen aan de procedures bepaald door het Handvest van de Verenigde Naties.

10.2. Als één van de Partijen van mening is dat de Andere Partij een van haar essentiële verplichtingen in het kader van deze Overeenkomst, stelt ze de Andere Partij in kennis van de nodige elementen van informatie voor een grondig onderzoek van de situatie, alsmede van haar voornemen om deze Overeenkomst op te schorten binnen de drie maanden als er geen aanvaardbare oplossing gevonden wordt. De Partijen plegen overleg en bepalen de gepaste acties binnen de drie maanden na de kennisgeving. Bij afwezigheid van een aanvaardbare oplossing wordt de Overeenkomst opgeschort drie maanden na de kennisgeving.

Artikel 11

Ratificatie en inwerkingtreding

11.1. Deze Overeenkomst wordt geratificeerd of goedgekeurd door de Partijen volgens hun respectievelijke constitutionele regels en procedures.

11.2. Deze Overeenkomst zal in werking treden op de eerste dag van de maand volgend op de datum van ontvangst van de laatste schriftelijke kennisgeving, via diplomatiek weg, van de voltooiing van de interne vereiste ratificatie- en goedkeuringsprocedures.

Artikel 12

Duur, opzegging, herziening en overmacht

12.1. Deze Overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur.

12.2. Elk van de Partijen kan op ieder moment deze Overeenkomst opzeggen met schriftelijke kennisgeving via diplomatiek weg aan de Andere. De opzegging gaat in zes maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving aan de andere Partij. Deze opzegging betreft niet de interventies die geregeld worden door deze Overeenkomst. Betrokken interventies dienen te worden opgezegd via een specifieke opzeggingsakte.

12.3. Elk van de Partijen kan aan de Andere Partij wijzigingen aan deze Overeenkomst voorstellen. Als de Partijen akkoord gaan met de wijzigingen, zullen de bepalingen van artikel 11 van deze Overeenkomst worden toegepast.

12.4. Elk van de Partijen kan deze Overeenkomst in geval van overmacht opschorten gedurende de duur van deze overmacht.

De Partij die een geval van overmacht inroept, stelt de Andere Partij in kennis van de nuttige elementen van informatie die nodig zijn voor een grondig onderzoek van de situatie teneinde een voor de Partijen aanvaardbare oplossing te zoeken, alsmede van haar voornemen om deze Overeenkomst op te schorten als er binnen de drie maanden geen aanvaardbare oplossing komt. De Partijen zullen overleg plegen en de gepaste te ondernemen acties bepalen.

Bij afwezigheid van een aanvaardbare oplossing, zal de Overeenkomst worden opgeschort drie maanden na de kennisgeving bedoeld in artikel 12.4.

Artikel 14

Eindbepalingen

14.1 Deze Overeenkomst herroept en vervangt de Algemene Overeenkomst inzake internationale samenwerking tussen de Republiek Senegal en het Koninkrijk België van 19 oktober 2001.

14.2 De bepalingen van de Overeenkomst van 2001 blijven echter van kracht voor de lopende programma's tot hun voltooiing tenzij de Partijen er anders over overeenkomen.

TEN BLIJKEN WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Algemene Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Dakar, op 1 maart 2018, in twee originele exemplaren in de Franse taal.